

Peurs

Tout serait sous contrôle ?

Par Xavier Guilhou, CCE Paris, directeur de XAG Conseil

Qu'est-ce qui, de notre aversion au risque ou de la réalité de ces mêmes risques croît réellement sous nos yeux ? À cette double question, la réponse, doublement positive, est d'autant plus grave que, pour l'instant, nous préférons jouer à nous faire peur plutôt que de regarder les réalités en face.

Nous sommes mi-septembre : l'ouragan Katrina vient de frapper le cinquième port mondial avec la violence d'une bombe à neutron et un nouvel ouragan baptisé Rita se dirige sur Houston. Les plateaux TV ne désemplassent pas et font les gros titres du plus important sinistre du monde de l'assurance (50 milliards de dollars). Dans une ambiance anxiogène, avec en arrière plan des images qui tournent en boucle, les querelles d'experts se succèdent au rythme des dernières évaluations des météorologues. Invité, en tant qu'expert des crises majeures, par une chaîne de télévision française, en même temps qu'un collaborateur de l'ambassadeur des États-Unis, un représentant du parti républicain, un urbaniste et un climatologue, je me retrouve plongé au milieu de cette fébrilité médiatique. Dans la salle d'attente du studio nous profitons tous de la présence de ce climatologue renommé pour lui poser « la » question : « Cette catastrophe, notamment la force de l'ouragan, est-elle liée au réchauffement de la planète ? ». L'intéressé nous répond immédiatement par la négative avec des arguments au demeurant convaincants. Sur le plateau télévision, le journaliste pose bien sûr la même question. À notre grand étonnement le climatologue répond cette fois-ci par l'affirmative en développant la théorie qu'il venait de critiquer juste avant. À la sortie de l'émission nous lui demandons tous évidemment pourquoi il a fait cette réponse. Sa réplique est sans appel : « parce que personne ne m'aurait cru ! ». Fermez le ban !

Bénéficiant de nos fantasmes et de notre stupidité, l'émission a, bien entendu, enregistré un superbe taux d'audience. L'animateur était satisfait, à partir de rumeurs non vérifiées, d'une instrumentalisation de postulats dits scientifiques mais non fondés et de débats contradictoires qui ne pouvaient que rester superficiels, il avait nourri son public des peurs qu'il attendait. Quant à l'appréciation réelle du risque, personne ne

fut en mesure de se prononcer et de poser les bonnes questions.

Tout le monde s'est laissé enfermer dans le champ de l'émotionnel et la dictature que l'événementiel impose au rationnel générée ainsi, à tous les niveaux, des évaluations extravagantes. On l'a aussi vu à la Nouvelle-Orléans lorsque le maire Ray Nagin, sous la pression des médias, a finalement autorisé les populations à revenir chez elles après le passage de l'ouragan, alors que l'onde de tempête qui précède le passage du vent n'était pas encore arrivée sur les côtes. La suite est hélas connue avec la rupture de la digue du lac Ponchartrain, les populations piégées, 250 000 maisons sous les eaux etc... Pourtant si nous analysons dans le détail cette catastrophe, comme dans d'autres, on voit bien que le risque était largement identifié et évalué. Des données très précises existaient et des scénarios avaient été réfléchis sur les destructions potentielles d'un ouragan de classe 5. Par ailleurs, le niveau d'alerte était bon et les préavis suffisants pour s'organiser afin de sauver les populations d'un risque majeur que personne ne sait, par ailleurs, maîtriser. Mais les responsables n'y ont pas cru ! Nous pourrions ainsi multiplier les exemples : de la « vache folle », en passant par l'implosion de l'ex-Yougoslavie ou celle de l'Argentine jusqu'au dossier du terrorisme. Chaque fois c'est la même chose... L'étude a posteriori de ces dossiers révèle que nous avions en amont toute l'information pour éviter les drames... qui se sont cependant déroulés. Or, ces défaillances alimentent aujourd'hui des peurs qui expriment souvent une perte

de confiance des sociétés civiles vis-à-vis de leurs dirigeants et des institutions en charge de la gestion des risques collectifs. Depuis Katrina, nos sociétés, notamment en Occident, ont connu d'autres agitations médiatiques qui ont provoqué les mêmes phénomènes de catharsis, tant sur le plan politique, avec la mise en œuvre intempestive de postures de précaution, que sur le

«...Personne ne m'aurait cru !»

plan sociétal avec des effets de panique stupides et pathétiques. Le plus éloquent est sans aucun doute le dossier de la grippe aviaire qui agite nos rédactions depuis quelques mois. Les pandémies ont toujours été porteuses de psychose collective. Il est vrai qu'ils représentent de véritables risques pour l'humanité, il suffit d'évoquer les dégâts de la peste en Europe au Moyen Âge ou les ravages de la grippe espagnole en 1918. Nous pourrions aussi élargir cette angoisse immunitaire aux pandémies cybernétiques qui menacent en permanence tous nos réseaux de vie, le passage à l'an 2000 ayant été suffisamment explicite sur nos vulnérabilités dans ce domaine. Mais ce sont avant tout de très bons sujets pour les médias. Les peurs qu'ils engendrent font grimper les taux d'audience et permettent d'optimiser les marges des entreprises de communication en captant les budgets volatils des annonceurs. Ne nous leurrions pas sur notre soi-disant société de l'information et de la communication qui, du fait des performances de la technologie, rapprocherait les peuples en réduisant les distances. Elle privilégie d'abord le sensationnel au détriment du rationnel, tout en prétendant l'inverse. Ce n'est pas parce que nous avons une meilleure « commutation » des systèmes d'information que l'humanité « communique » mieux. Notre gestion des peurs et des risques est piégée par ce paradoxe.

Force est cependant de reconnaître que si ces informations morbides et mortifères trouvent un écho, c'est bien parce que nos sociétés les recherchent, qu'elles en ont besoin. L'explication de ce phénomène de fond est complexe et n'a rien à voir avec ce qui se passe dans l'actualité. Nous ne devons pas sous-estimer ce cycle pervers, il contribue à mettre en boucle images et nouvelles sur les dysfonctionnements de notre monde et a de beaux jours devant lui. En phase ascendante, il envahira de plus en plus notre quotidien, jusque

dans notre intimité. Aujourd'hui, avec Internet, il s'infiltré partout, par de multiples canaux, pour arriver jusque sur nos téléphones portables qui sont devenus de véritables terminaux multimédias. Le terrorisme, Bagdad, les crimes, les émeutes des banlieues françaises, les désastres naturels... contribuent ainsi et de façon imperceptible à exorciser notre hantise de la mort et notre refus de l'incertitude. Christophe Lambert, président de Publicis France, explique ce phénomène en constatant que, en Occident, nous sommes passés en quelques décennies d'une « société de l'espoir à une société de la peur ». Le sociologue Gérard Mermet va même plus loin lorsqu'il écrit que nous sommes passés en fait « d'une société de la consommation à une société de la consolation »¹. Nos sociétés cherchent en effet de plus en plus à se rassurer face aux aléas de la vie et à se protéger contre l'avenir. La peur est devenue plus forte que la raison. Ceci explique en partie cette exigence d'État « providence » et ce refus de l'ouverture à la mondialisation que nous connaissons, par exemple, dans notre pays.

L'Europe est un grand opéra shakespearien qui se plaint dans la sublimation de la faute, de la chute, de la rédemption.

Maintenant, il convient de nuancer un peu ce constat global car les perceptions des peurs et des risques dans le monde diffèrent selon les cultures. Il est un fait que les Européens sont issus d'une culture de la tragédie, depuis Eschyle et que rien ne peut s'entrevoir sans une certaine dramaturgie. L'Europe est un grand opéra shakespearien qui se plaint dans la sublimation de la faute, de la chute, de la rédemption. Elle ne sait pas transcender son histoire sans passer par ce culte émotion-

nel de la mort et de la peur. C'est la culture du pessimisme, de l'intelligence qui fait vibrer, avec beaucoup de romantisme, nos intelligentsias et sans laquelle la créativité ne peut jaillir. De l'autre côté de l'Atlantique, le monde nord américain s'est bâti sur un postulat qui est celui du culte de l'aventure, de la vie. On y sublime l'écu, le profit, la victoire et le défi des nouvelles frontières. C'est la culture de l'optimisme de l'action qui permet notamment aux Américains d'avoir constamment l'initiative. Leur histoire s'est construite à partir d'une résilience aux effets des mauvais génies de l'Europe et par la mise en exergue de cette culture du risque qui est au centre de leur projet de société. Tout doit être possible et la maîtrise des risques doit permettre d'atteindre de nouveaux rivages, de nouveaux rêves qu'il s'agisse de la diffusion de la démocratie dans le monde ou de la conquête de la Lune. L'Europe viendrait-elle de Vénus et l'Amérique de Mars ?

En Asie on ne retrouve pas cette distinction et cette opposition. Mars et Vénus sont intimement liés : il faut

une maîtrise de ses peurs pour traiter un risque et un risque ne peut être identifié s'il n'y a pas, quelque part, une sensation de peur. C'est le principe harmonieux du Ying et du Yang, c'est aussi la base des arts martiaux. C'est la vieille tradition du *Weiji*², qui vise l'efficacité dans toute gestion de crise. Cette vision est opposée à celle du *Kiasu* qui vise au contraire à se réfugier dans le confort stérile de celui qui a peur de perdre. En Asie cette question n'est pas de l'ordre de la dialectique.

1) cf. « La société de la peur » de Christophe Lambert – Plon 2005 – « Franscopie 2005 » de Gérard Mermet

2) « Le *Weiji*, mot formé de *Wei* qui signifie danger et *Ji* qui signifie chance est la considération de la crise comme étant à la fois l'évènement hostile imprévu et la capacité de manœuvre qu'il engendre. Il est à la base d'un dynamisme qui consiste à utiliser le mouvement créé par la survenance de l'adversité pour en tirer avantage en transformant celle-ci en opportunité d'initiative et de profit ; Le *Kiasu*... est une attitude qui tend davantage à réduire le risque d'échec qu'à développer l'effort vers le succès ». Patrice Huguenin, CCE in revue Défense mai-juin 2002 N°99 – dossier « Risque-pays : ce qui a changé ».

tique, mais du domaine de la respiration. Elle ne se rapporte pas au positionnement de l'individu comme en Occident mais au fonctionnement de la collectivité. Malraux écrivait ainsi dans « La tentation de l'Occident » : « *l'esprit occidental veut apporter le monde à l'homme, l'esprit oriental propose l'homme en offrande au monde* ». Cette différence apparaît très nettement au travers du traitement des deux crises majeures de 2005 que furent Katrina en Louisiane et le Tsunami dans l'Océan indien.

Cependant les risques sont là ! Ils existent bel et bien et ils ont des amplitudes plus destructrices qu'il n'y paraît. Certes les spécialistes affirmeront que l'humanité maîtrise de mieux en mieux ses dysfonctionnements collectifs. C'est apparemment vrai. Thierry de Montbrial citait récemment des études qui montrent que « depuis la guerre froide le nombre des conflits armés a été réduit de 40%, celui des génocides de 80%. En 1950 une guerre faisait en moyenne 38 000 morts, en 2002 : 600 morts. »

Il conclut en assurant que sur le plan de la sécurité internationale « les guerres font beaucoup moins de victimes que les catastrophes naturelles »¹. Tout est relatif, et l'usage des statistiques a des limites que les assurances connaissent bien. La Bosnie, à seulement deux heures de Paris, a généré 200 000 morts et plus de 2 millions de déplacés en 5 ans. Aujourd'hui personne ne peut dire que le coût de stabilisation et de reconstruction de cette région des Balkans est marginal pour les Européens ! L'Algérie, avec 50 000 morts par an, a produit en 10 ans au travers de sa guerre civile le double de la mortalité du Tsunami. Mais cela ne rentre pas dans les statistiques. Quant au génocide du Rwanda, il a provoqué à lui seul, dans l'indifférence générale, près d'un million de morts en trois mois... Les dérapages sécuritaires que nous connaissons actuellement sur

certain continents, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient ne vont pas dans le sens des statistiques.

Les risques liés aux destructions naturelles, tels le tsunami, les ouragans, les tremblements de terre, ne vont pas aller en diminuant au contraire. Beaucoup se rassurent en pensant qu'une signature des accords de Kyoto suffirait. Le véritable problème tient à l'augmentation de la population sur la planète et aux types de concentration humaine qui en découlent. Sur le prochain demi siècle nous allons connaître un quasi doublement de la population mondiale. Rappelons que nous avons connu ce processus sur un siècle, avec le passage de 3 milliards à 6 milliards au XX^{ème} siècle. Nous enregistrons actuellement une progression d'un milliard d'individus tous les dix ans.

Nous aurons d'autres ouragans ou tsunamis comme ceux que nous venons de connaître, avec, à chaque fois, plusieurs centaines de milliers de morts.

Parallèlement nous constatons une augmentation de l'urbanisation mondiale qui devrait passer de 40 à 60% à l'horizon 2030. Lorsque nous croisons cette évolution démographique et cette urbanisation, qui se fait essentiellement sur les littoraux et les grandes zones de rupture de charge, nous nous apercevons qu'elles touchent le plus souvent des pays émergents... qui sont aussi, en matière de sismologie et de désastre naturel, les zones les plus critiques. Des ouragans ou des tsunamis comme ceux que nous venons de connaître risquent de se multiplier avec des volumes de mortalité de l'ordre de plusieurs centaines de milliers de personnes chaque fois. Nous pourrions aussi évoquer ces migrations de population au niveau mondial et les crises communautaristes et identitaires dont nous avons les premières émergences en Europe.

Nous pourrions aussi pousser le raisonnement actuellement sur la sécurité de nos économies. Le risque énergétique, avec l'effet de ciseau prévisible

sur le plan des approvisionnements pétroliers entre 2008 et 2010, pourrait générer à lui seul un énorme séisme économique. Nous pourrions aussi évoquer ici le risque financier des créances douteuses chinoises... Que dire des crises environnementales, le dossier de l'amiante avec ses 100 000 morts potentiels en est une triste illustration. Nous pourrions aussi nous faire très peur sur le plan de la sécurité de nos sociétés avec ces nouvelles formes de terrorisme qui utilisent systématiquement nos propres vecteurs de vie comme arme de destruction massive et mettent à défaut nos postures de défense avec de simples cutters.

Le monde des assurances a bien pris en compte la montée en puissance de tous ces facteurs et accuse actuellement de sérieux franchissements de seuils. Pour autant, le monde entier n'est pas assuré, et le tremblement de terre du Pakistan n'a pas le même niveau de couverture que les hôtels de luxe en Thaïlande. Les 200 000 enfants survivants des

montagnes du Cachemire sont moins bien traités que les 20 000 Suédois qui mettent actuellement en difficulté leur Premier ministre pour ne pas avoir su réagir dans les 24 heures. Pour être assuré, il faut avoir peur de perdre quelque chose et avoir les moyens correspondants. La couverture des risques est d'abord une affaire de riches. C'est le cas notamment de l'écologie et du développement durable. Néanmoins aujourd'hui, beaucoup de risques émergents sont couverts par la solidarité internationale et les alertes de Jung Hungerland aux Nations Unies sont des signaux importants des dérives actuelles. Ceci explique en grande partie la montée en puissance des ONG qui, de 2 000 dans les années 1980, sont actuellement passées à plus de 200 000 dans le monde, les États et les compagnies d'assurance privées n'arrivant plus à couvrir et à assumer seuls ces catastrophes collectives.

En réalité, les crises que nous avons à gérer mettent en exergue tous ces paradoxes. Le problème ne se situe pas

1) Le Monde du 1^{er} décembre 2005 : « La peur mauvaise conseillère », article de Thierry de Montbrial.

BNP Paribas Trade Centers

VOTRE PARTENAIRE À CHAQUE ÉTAPE DE VOTRE DÉVELOPPEMENT.

Les experts de BNP Paribas Trade Centers vous accompagnent tout au long de votre développement, partout dans le monde, quelle que soit votre activité. Grâce à notre réseau international unique de 75 Trade Centers*, nous vous apportons un éclairage pointu et exclusif sur vos marchés et vous proposons des solutions et services

adaptés à tous vos besoins, des solutions les plus simples aux réponses sur mesure : opérations documentaires, garanties internationales, financements à court, moyen ou long terme, crédits structurés, recherche de partenaires.

* Centre de Commerce International.



TBWA/PARIS

www.bnpparibas.com

La banque d'un monde qui change



tant au niveau du dossier technique, il n'est pas non plus dans les plans, il est même heureux qu'il y en ait et qu'on les affine. La vraie question est celle du pilotage. Nos sociétés, confrontées à des risques et à des crises non conventionnels, sont de plus en plus souvent en panne de gouvernance. Les décideurs, les experts, les médiateurs et les citoyens se retrouvent confrontés à des défis

**Au XIX^{ème} siècle,
« nous avons tué Dieu »...
au XX^{ème},
« nous avons tué le Diable » !**

déroutants auxquels ils ne sont aucunement préparés. Pour Katrina il y avait certes des mesures préventives mais un maire ne peut pas se permettre un discours mortifiant, on attend de lui qu'il vende de la jouissance. Tout le monde connaît les conséquences de ce type de position. La faute n'incombe pas à l'ouragan mais bien à l'implication des dirigeants et à la mobilisation des citoyens autour d'une philosophie différente de la responsabilité.

Cela pose sur le fond des questions majeures sur le fonctionnement de nos sociétés. Au XIX^{ème} siècle, « nous avons tué Dieu » et inventé ce nihilisme qui a produit les totalitarismes fratricides et sanglants que nous savons. Au XX^{ème}, « nous avons tué le Diable » ! En éliminant les utopies, nous avons supprimé l'idée de menace et nous l'avons remplacée par une mondialisation sans pilote. Il ne nous reste plus que l'*American Express* et une matérialité ambiante sans finalité. La globalisation n'apporte que des réponses techniques et une amélioration permanente, voire stupéfiante de la réponse aux risques inhérents à la vitesse et à l'interdépendance de nos systèmes de vie. Par contre, elle ne répond pas aux questions existentielles de nos sociétés. Les peurs émergentes rendent compte de ce déséquilibre flagrant entre, d'un côté une recherche effrénée du progrès et de l'autre une absence de sens dans les projets de sociétés. Cela explique une partie des résultats du référendum sur le projet de constitution européenne et les prises de risque sur le Moyen-Orient mais aussi

« Alors fais du soleil au lieu de chercher à faire de la place ! »

dans l'espace par la NASA sur l'autre rive de l'Atlantique. D'un côté on doute de soi, de son destin et on s'enferme dans des peurs qui inhibent tout en rassurant. De l'autre on joue l'audace à tout prix, sans égard pour les autres. Au-delà, la Chine et l'Inde, qui s'annoncent comme les grandes opportunités mais aussi les grands risques des prochaines décennies observent avec amusement nos contradictions et extravagances. Le véritable enjeu pour nos vieilles sociétés occidentales, qui concentrent encore 80% de la richesse mondiale et 100% de la maîtrise des couvertures d'assurance, est de savoir rééquilibrer cette dialectique des peurs et des risques. Le véritable front des crises d'aujourd'hui est celui du rétablissement de la confiance face à des chocs qui sont de l'ordre de l'inconcevable et qui nous obligeront, à un moment ou à un autre, à remettre à plat les exubérances actuelles. Exubérances d'un monde riche, qui se raconte des histoires et joue à se faire peur en se cachant derrière son écran d'ordinateur ou de télévision. En 2006 un baril à 80 ou 100 dollars, une implosion de la société française, un franchissement de seuil dans les actes de terrorisme, une faillite du système financier chinois et, par là même, américain pourraient vite nous rappeler que la vie ne peut se satisfaire d'une agitation virtuelle. Comme le dit si bien Marc Twain « *le nom du plus grand inventeur est bien : accident* ».

Néanmoins il vaudrait mieux, qu'une fois pour toute, nous décidions de renouer avec le principe de responsabilité et avec cette clé de voûte de nos sociétés qu'est la confiance. Cela suppose en préalable d'être plus serein avec nous-même et de nous engager sur des projets collectifs qui font sens. Le « culte du progrès » bute sur cette question. La résurgence de vieilles peurs, comme toujours dans l'histoire lorsqu'il y a de grandes ruptures, pose le problème de la finalité de la vie. Prendre tant de risques vaut-il le coup ? Pourquoi ? Pour qui ? Finalement comme l'écrit Camus : « *il faut créer le bonheur pour protester contre l'univers du malheur* ». Ce à quoi Giono aurait répondu par cette réplique merveilleuse : « *Certes nous voulons de la place au soleil mon fils, c'est normal mon garçon. Alors fais du soleil au lieu de chercher à faire de la place !* ». ●